

LE NOUVEAU PROGRAMME ÉCONOMIQUE DU FN OU L'ART DE SAUVER LE BÉBÉ CAPITALISTE EN JETANT L'EAU DU BAIN

L'actuel programme économique frontiste est alter-capitaliste : s'il s'attaque avec force déclamations à quelques fractions bien déterminées du capitalisme, c'est pour mieux faire oublier qu'il soutient sans états d'âme toutes les autres.

Lorsque Marine Le Pen s'en prend au « secteur financier »¹⁹, aux « milieux financiers »²⁰ ou au « monde de la finance »²¹, c'est, en creux, pour mieux défendre les capitalistes du secteur de l'industrie et du commerce – qu'elle présente comme des victimes de la spéculation.²² Ce positionnement politique est démagogique et absurde, car l'actuel système économique repose autant sur le capitalisme industriel que sur le capitalisme financier. Or, si ces deux fractions de capitalistes sont sporadiquement en concurrence, elles redeviennent toujours solidaires l'une de l'autre lorsqu'il s'agit de s'opposer aux velléités d'émancipation des exploités. Vouloir s'attaquer aux financiers en épargnant les industriels revient donc uniquement à pisser dans un violon.

Lorsque Marine Le Pen feint d'attaquer les « grands patrons du CAC 40 »²³, c'est pour mieux justifier sa volonté assumée de soutenir les patrons de petites et moyennes entreprises, notamment via un « coup de pouce fiscal ».²⁴ Aux dernières nouvelles, Hollande et le MEDEF sont également favorables à cette proposition !

En outre, ce soutien du FN aux « petits patrons » se fait au mépris complet des réalités du monde du travail en France. En effet, 52% des salariés du pays travaillent dans des PME²⁵ et, jusqu'à preuve du contraire, patrons, managers et chefaillons en tout genre y règnent avec autant de férocité que dans les grandes entreprises... Il n'y a que dans les rêves des fachos / néolibéraux / réformistes et autres partisans de la collaboration entre classes sociales que les patrons (qu'ils soient petits, moyens ou grands) ont des intérêts communs avec les salariés qu'ils exploitent au quotidien !

Les efforts du FN pour rendre acceptable son programme économique aux yeux des salariés se heurtent à une dure réalité sociologique : le clan Le Pen est constitué de millionnaires et de rentiers, il défend donc ses intérêts de classe à travers une organisation politique dirigée par et pour des bourgeois. Il suffit pour s'en convaincre de se pencher sur quelques votes ou prises de position de Marion Maréchal-Le Pen. Quand elle n'est pas en train de reprocher à Jospin d'avoir fait recruter trop de personnels dans le secteur public entre 1997 et 2002²⁶, c'est parce qu'elle est trop occupée à vouloir « remettre le goût du travail »²⁷, « réformer la protection sociale »²⁸ et autres fadaïses qui semblent sorties tout droit de chez Sarkozy, par qui elle a été « séduite »²⁹ en 2007. C'est très logiquement que la députée Le Pen a voté – comme la majorité des députés « socialistes » – contre la loi d'amnistie des travailleurs ou / et syndicalistes condamnés à l'occasion de mouvements sociaux ou de manifestations³⁰.

S'il y avait encore l'ombre d'un doute quant au fait que les intérêts des classes populaires et ceux du FN sont objectivement antagonistes, on rappellera que Marine Le Pen a tenté de se faire rembourser par l'État (donc sur votre dos) 20 000 euros de petits fours et deux nuits dans un hôtel de luxe au titre de dépenses de campagne présidentielle³¹ et que Wallerand de Saint-Just, candidat à la mairie de Paris pour le parti d'extrême droite, considère qu'il n'a jamais « bien gagné » sa vie alors que ses revenus atteignent 100 000 euros net par an³² !

Le FN qui se plaît à pourfendre le « système UMPS » est donc sur la même longueur d'onde que les partis de gouvernement : à l'instar du PS et de l'UMP, il adhère aux « valeurs » du capitalisme et comme eux il est un défenseur acharné (quoique désormais parfois honteux) du patronat. Il appartient aux classes populaires de déjouer ses pièges et de l'envoyer dans les poubelles de l'Histoire – ainsi que le système capitaliste dont ce parti d'extrême droite sert fidèlement les intérêts.

LE TOURNANT SOCIAL DU FRONT NATIONAL

COLLECTIF
ANTIFA
RENNAIS

GÉNÉALOGIE D'UNE IMPOSTURE

LE FN, UNE ARNAQUE ANTISOCIALE AU SERVICE DE LA CLASSE DOMINANTE

Dans le cadre de sa stratégie de prétendue « dédramatisation », le FN cherche à faire oublier qu'il est un parti intrinsèquement xénophobe et antisémite, dont les membres fondateurs sont notamment d'anciens collaborateurs des nazis (Roland Gaucher, François Brigneau...), dont le leader historique Jean-Marie Le Pen s'est signalé par ses propos révisionnistes et dont des sympathisants ou militants ont été condamnés pour des meurtres racistes.¹ Dans cette même optique, le FN tente de faire oublier que, depuis sa création jusqu'à une période extrêmement récente (2010), il a toujours eu un programme ouvertement hostile aux intérêts des classes populaires.

Depuis l'accession de Marine Le Pen à la tête du Front National il y a trois ans, le FN a – en apparence² – opéré un « virage à gauche » sur les questions économiques et sociales. En effet, le FN n'a désormais plus de mots assez durs contre l'« austérité », se dit partisan d'une « plus grande taxation des revenus du capital » et n'hésite pas à critiquer le « grand patronat » ou les « puissances d'argent ». Ce prétendu « tournant » du FN sur les questions économiques et sociales est en réalité marqué du double sceau de l'opportunisme électoral et de la nécessité.

Opportunisme, parce que, dans un contexte marqué par une des pires crises économiques de l'histoire, il est impossible pour le FN d'espérer conserver voire améliorer ses scores électoraux chez les salariés tout en continuant à défendre son programme historiquement en faveur du patronat.

Nécessité, parce que, si le Front National a abandonné son programme économique traditionnel – calqué sur les revendications du MEDEF –, c'est parce que ces inepties capitalistes et néolibérales ont été intégralement reprises à leur compte ou mises en application par tous les gouvernements de gauche comme de droite ces trente dernières années. On le jugera sur pièce dans ces pages en revenant sur le programme défendu par le FN depuis sa création.

19 • Marine Le Pen, *Pour que vive la France*, Éditions Grancher, 2012, page 34. • 20 • *Ibid.* page 37. • 21 • *Ibid.* page 63. • 22 • *Ibid.* page 68 ; page 92 du même ouvrage, Marine Le Pen fait l'apologie de la « bourgeoisie commerçante et industrielle audacieuse » qui, à partir du XVIIIe siècle, a permis le développement de l'économie marchande européenne. • 23 • *Ibid.* page 122. • 24 • *Ibid.* pages 189 et 216-217. • 25 • <http://www.economie.gouv.fr/cedef/chiffres-des-des-pme> • 26 • <http://www.nosdeputes.fr/14/seance/247>, séance du 16 octobre 2012 : « *Mais souvenons-nous de M. Jospin, qui continua à faire du déficit alors que la croissance était là, pour créer les 35 heures et embaucher plus de fonctionnaires.* » • 27 • http://www.lemonde.fr/politique/article/2013/04/29/marion-marechal-le-pen-cherche-la-difference_3168050_823448.html • 28 • *Ibid.* • 29 • *Ibid.* • 30 • <http://www.nosdeputes.fr/14/seance/1306>, séance du 16 mai 2013 : « *L'un des textes les plus parfaitement anachroniques et scandaleux que nous ayons eu à examiner depuis le début de la législation. Je veux parler de la proposition, faite initialement par l'extrême gauche du Sénat, d'amnistier les militants syndicalistes et associatifs ayant commis des contraventions et des délits dans le cadre d'actions revendicatives [...]. Alors pour une fois, je serai du côté de ceux qui sont majoritaires, en votant contre ce texte.* » • 31 • <http://www.europe1.fr/Politique/Le-Pen-et-ses-22-438-euros-de-petits-fours-1683597> • 32 • <http://www.leparisien.fr/municipales-2014/paris-75/paris-avec-100-000-eur-par-an-le-candidat-fn-dit-ne-pas-bien-gagner-sa-vie-12-02-2014-3584281.php>



1 • En février 1995, à Marseille, Ibrahim Ali, 17 ans, est tué d'une balle dans le dos par un militant Front National ; en mai de la même année, à Paris, Brahim Bouarram, 29 ans, meurt noyé dans la Seine après y avoir été poussé par un skin néonazi revenant d'une manifestation organisée par le Front National. 2 • Étant entendu que les promesses des candidats, d'où qu'elles viennent, n'engagent que ceux qui les croient.

Il faut [...] recentrer l'État sur ces tâches régaliennes : la justice [...], la police [...], la diplomatie [...], l'armée [...] Diminuer le nombre des fonctionnaires [d'abord] par le non renouvellement automatique de tous les départs qui sont de l'ordre de 4% de l'effectif total chaque année, par mise en retraite ou démission. Ensuite, par le transfert de certaines activités au secteur privé ou tout simplement par la mise en concurrence d'organismes privés avec les administrations publiques.³

Jean-Marie Le Pen demande, Sarkozy et Hollande exécutent ! Le recentrage de l'État autour de ses missions les plus réactionnaires (police, armée, justice, soit : maintenir l'ordre bourgeois, faire la guerre, embastiller) au détriment des missions de service public est au cœur de la « **Révision générale des politiques publiques** » (RGPP) – initiée par Sarkozy en 2007 et poursuivie par l'actuel président sous les noms de « Modernisation de l'action publique » (Map) et de « Réforme de l'administration territoriale de l'État » (RÉATE). Quant à la mise en concurrence d'organismes privés avec les administrations publiques, **c'est très exactement ce qui s'est passé dans le domaine du placement des chômeurs, avec la suppression – décidée par le gouvernement Fillon – du monopole du service public de l'emploi.**

[Pour la mise en place d'universités] autonomes et concurrentes, ayant le libre choix de leurs enseignants, le libre choix de leurs étudiants et leur autonomie financière. [...] Bien sûr, cela suppose la liberté. Et la condition de la liberté, c'est de donner aux universités la possibilité d'accéder à des recettes diversifiées : dotation générale de l'État, proportionnelle au nombre de leurs élèves ; droits d'inscription à percevoir sur les étudiants ; produit des contrats de toute nature conclus avec des entreprises ou des organismes privés ou publics [...].⁴

Le FN déclarait souhaiter « *une limitation stricte du droit au déficit budgétaire* »⁵ : ce n'est pas Sarkozy et Hollande qui contrediront le FN sur ce point – eux qui, en 2012, ont approuvé le « Pacte budgétaire européen » dont l'objectif est de graver dans le marbre l'austérité (rebaptisée, par euphémisme, « discipline budgétaire ») pour tous les pays membres de l'UE.

Quant au souhait d'un report à 65 ans⁶ de l'âge légal de départ en retraite – voire à 70 ans selon Jean-Marie Le Pen⁷ – c'est justement pour atteindre cet objectif que les gouvernements de gauche comme de droite ont procédé à de multiples attaques contre les retraites des salariés depuis le début des années 1990 (1993, 2003, 2007, 2008, 2010, 2013), suscitant par là même l'enthousiasme du patronat et des institutions européennes.

Le FN voulait faire de la France un pays avec « *50 millions de propriétaires* »⁸ et « *vendre les logements HLM à leurs locataires* »⁹ : la « *France des propriétaires* » était un des thèmes forts de Sarkozy, en particulier lors de sa campagne électorale pour l'élection présidentielle de 2007. Le même Sarkozy souhaitait que, chaque année, 40000 logements HLM soient vendus à leurs locataires.

Intégrer pleinement les universités à la logique économique capitaliste, c'est justement la finalité de la « loi relative aux libertés et responsabilités des universités » (dite « loi LRU ») votée en août 2007, contre laquelle des dizaines de milliers d'étudiants de tout le pays ont mené plusieurs grèves en 2007 et 2009.

Le FN était favorable à la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes¹⁰ : heureuse « coïncidence », c'est également le cas du MEDEF, de Jean-François Copé¹¹, de Manuel Valls ou encore de Vincent Peillon¹². Et si Hollande a réformé l'ISF, c'est dans un sens encore plus favorable à l'infime minorité de personnes ayant à s'acquitter de cet impôt.¹³

Les autorisations administratives de licenciement ont été supprimées en 1986 par le gouvernement Chirac ; quant aux zones franches urbaines, elles ont été créées en 1996 par le gouvernement Juppé.

Le Front National propose de désétatiser l'ensemble du secteur financier à l'exception de la Banque de France et du Conseil National du Crédit qui touchent directement la monnaie donc la souveraineté de l'État ; tout le reste : banques, établissements financiers, compagnies d'assurances ont vocation à revenir au secteur privé y compris la Caisse des Dépôts, y compris a fortiori le Crédit Lyonnais, la Société Générale, la B.N.P. issus des nationalisations de 46.¹⁵

Les vœux du FN ont été majoritairement exaucés : la droite a privatisé la Société Générale puis la B.N.P. en 1987 et 1993, le Parti dit « Socialiste » a privatisé le Crédit Lyonnais en 1999.

Les monopoles légaux qui protègent certaines grandes entreprises ou grands services publics comme E.D.F., G.D.F., les Postes [...] doivent être abrogés.¹⁶

Gauche et droite ont entendu les demandes du FN (et du MEDEF !) : ces monopoles ont été abrogés en 2004 pour EDF et GDF, en 2010 pour la Poste (par la transformation de ces entreprises publiques en Sociétés Anonymes).

Le Front National propose de supprimer toute autorisation administrative préalable au licenciement [...] Le Front National propose de créer des zones franches à fiscalité et charges sociales réduites.¹⁴

Quand le FN joue aujourd'hui les opposants (en paroles seulement !) au néolibéralisme, il est donc dans la position du pompier pyromane. En effet, après avoir eu pour programme la dérégulation et la financiarisation de l'économie¹⁷ durant près de trente ans, il reproche maintenant à la droite et à la gauche de gouvernement d'avoir, en appliquant ce même programme, préparé le terrain à la crise financière puis économique débutée en 2007. Au regard des propositions frontistes citées ci-dessus, nul ne sera surpris d'apprendre que, de l'aveu même de Bruno Gollnisch, « *des personnalités représentant des grands intérêts patronaux* » ont « *beaucoup d'admiration pour Jean-Marie Le Pen* ». ¹⁸

10 • *Ibid.* page 79. • 11 Cf. <http://lelab.europe1.fr/t/le-president-de-l-ump-jean-francois-cope-veut-supprimer-l-isf-impot-stupidite-10739> • 12 • Cf. http://www.liberation.fr/politiques/2010/04/04/manuel-valls-pour-la-suppression-du-bouclier-fiscal-et-de-l-impot-sur-la-fortune_619105 • 13 • Cf. <http://www.latribune.fr/actualites/economie/france/20121015trib000724908/l-isf-sera-finalementallege-par-rapport-a-son-niveau-d-avant-reforme.html> • 14 • *Pour la France, programme du Front National*, présenté par Jean-Marie Le Pen, Éditions Albatros, 1985, pages 157-158. • 15 • *Ibid.* pages 54-55. • 16 • *Ibid.* page 64. • 17 • Entre mille autres exemples, cf. ce croustillant passage extrait du programme historique du Front National : « *Pour permettre à chaque Français l'acquisition d'un portefeuille d'action mobilières, garantie supérieure de progrès social, nous proposons que soient désétatisées toutes les entreprises qui encombrant l'État, et que leurs actions soient distribuées à tous les Français chefs de famille et, qu'ainsi, soient associés, réellement, les citoyens à la vie économique nationale. Quand les travailleurs liront les journaux économiques au lieu des journaux de courses, quand ils joueront leur chance à la Bourse au lieu de*

confier leurs économies au Loto, alors sera enterrée la lutte des classes et rétablie la véritable solidarité nationale. C'est dire que nous marchons résolument à contre-courant du conformisme intellectuel actuel, ennemi de l'entreprise libre et fourrier du communisme. » (*Ibid.*, p. 68). Notons d'ailleurs que le FN n'est pas juste une organisation politique partisane du néolibéralisme parmi tant d'autres dans ce pays. En effet, il a eu un rôle objectivement « avant-gardiste » en assumant un rôle de force de proposition pro-patronale – osant, par exemple, se réclamer des anticommunistes primaires Ronald Reagan et Margaret Thatcher – dans un contexte politique national post-Mai 68 où le terme même de « droite » était devenu péjoratif (le RPR préférerait, de loin, se définir comme « gaulliste » tandis que l'UDF se voulait « centriste »). • 18 • Bruno Gollnisch, *La réaction, c'est la vie !*, page 58.

3 • *Pour la France, programme du Front National*, présenté par Jean-Marie Le Pen, Éditions Albatros, 1985, pages 50 et 83. • 4 • *Ibid.* page 149. • 5 • *Ibid.* page 82. • 6 • Jusqu'au soi-disant « tournant social » du parti d'extrême droite, c'est ce qui était indiqué sur le programme disponible sur le site du Front National. • 7 • En janvier 2011, le fondateur et leader historique du FN Jean-Marie Le Pen considérait que le report de l'âge légal de la retraite à 70 ans et le passage des 35 heures hebdomadaires aux 42 heures étaient des mesures qui « *tôt ou tard [...] s'imposeraient.* » Voir la vidéo suivante : http://www.dailymotion.com/video/xgj32z_jean-marie-le-pen_news • 8 • *Pour la France, programme du Front National*, présenté par Jean-Marie Le Pen, Éditions Albatros, 1985, pages 61-65. • 9 • *Ibid.* page 68.